



CHAPITRE 80

Loi modifiant le Code des professions
et d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 9 décembre 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1973, c.
43, s. 12,
mod.

1. L'article 12 du Code des professions (1973, chapitre 43), modifié par l'article 3 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, du mot « possible. », par ce qui suit: « possible; il formule des recommandations concernant les règlements des corporations professionnelles. »

Id., s. 37,
mod.

2. L'article 37 dudit Code, modifié par l'article 6 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la dernière ligne du paragraphe 1, après le mot « dentiste », de ce qui suit: « , d'un denturologiste ».

Id., s. 42,
mod.

3. L'article 42 dudit Code est modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant:

Formation
reconnue
équiva-
lente.

« Nonobstant toute disposition d'une loi particulière, un permis ou un certificat de spécialiste peut toutefois être délivré à une personne qui ne détient pas un diplôme visé au premier alinéa, mais qui possède une formation reconnue équivalente par les règlements du Bureau de la corporation délivrant un tel permis ou un tel certificat, suivant le cas. »

1973, c.
43, s. 51,
mod.

4. L'article 51 dudit Code est modifié:

CHAPTER 80

An Act to amend the Professional Code
and other legislative provisions

[Assented to 9 December 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 12 of the Professional Code (1973, chapter 43), amended by section 3 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the word "professionals." at the end of the second paragraph by the following: "professionals; it shall make recommendations concerning the regulations and by-laws of professional corporations."

2. Section 37 of the said Code, amended by section 6 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by inserting the word " , denturologist " after the word "dentist" in the last line of paragraph 1.

3. Section 42 of the said Code is amended by replacing the second paragraph by the following:

"Notwithstanding any provision of any special act, a permit or a specialist's certificate may however be issued to a person who does not hold a diploma referred to in the first paragraph, but whose training is recognized as equivalent by the regulations of the Bureau of the corporation issuing such permit or such certificate, as the case may be."

4. Section 51 of the said Code is amended:

a) par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de ce qui suit: « Cet appel doit être interjeté dans les vingt jours de la signification, conformément au Code de procédure civile, de la décision du Bureau au professionnel intéressé. »;

b) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Un avis de toute décision définitive de radiation, rendue en vertu du présent article, par le Bureau ou le Tribunal des professions doit être transmis aux membres de la corporation visée, conformément à l'article 174. Lorsqu'une telle décision en est une de radiation permanente, elle doit aussi être transmise à l'Office qui en fait publier un avis dans la *Gazette officielle du Québec*. »

Avis aux
membres
de la cor-
poration.

1973, c.
43, a. 73,
mod.

5. L'article 73 dudit Code, modifié par l'article 14 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Dépouille-
ment du
vote.

« 73. Dans les dix jours de la date de la clôture du scrutin, le secrétaire de la corporation procède au dépouillement du vote en présence des scrutateurs désignés par le Bureau; ces scrutateurs doivent être au nombre de trois à moins que le Bureau, par règlement, ne fixe un nombre supérieur. »

1973, c.
43, a. 81,
mod.

6. L'article 81 dudit Code est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots « trois mois. » par les mots « quatre mois et pas moins de quatre fois par année. »

Id., a. 84,
mod.

7. L'article 84 dudit Code, modifié par l'article 17 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par l'insertion, dans la quatrième ligne du paragraphe h du premier alinéa, après le mot « délivrance », des mots « d'un permis ou »;

b) par l'insertion, dans la huitième ligne du deuxième alinéa, après le mot « corporation », de ce qui suit: « de rencontrer les obligations qui lui sont imposées par un règlement du lieutenant-gouverneur en conseil adopté en vertu des articles 177 ou 178, ».

(a) by adding, at the end of the third paragraph, the following: "Such appeal must be brought within twenty days of the service, in accordance with the Code of Civil Procedure, of the decision of the Bureau upon the professional concerned.";

(b) by adding, at the end, the following paragraph:

"Notice of any final decision imposing striking off the roll made under this section by the Bureau or by the Professions Tribunal must be sent to the members of the corporation concerned, in accordance with section 174. When such a decision imposes permanent striking off the roll, it must also be sent to the Office which shall cause a notice thereof to be published in the *Gazette officielle du Québec*."

Members
notified.

5. Section 73 of the said Code, amended by section 14 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

1973, c.
43, s. 73,
am.

"73. Within ten days following the date of the closing of the poll, the secretary of the corporation shall proceed to the counting of the votes in the presence of the scrutineers designated by the Bureau; the number of such scrutineers must be three or such greater number as the Bureau may fix by regulation."

Counting
votes.

6. Section 81 of the said Code is amended by replacing the words "three months." in the last line by the words "four months and not less than four times a year."

1973, c.
43, s. 81,
am.

7. Section 84 of the said Code, amended by section 17 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended:

Id., s. 84,
am.

(a) by inserting after the word "issuing" in the fourth line of subparagraph h of the first paragraph, the words "a permit or";

(b) by inserting after the word "corporation", in the seventh line of the second paragraph, the following: "to satisfy the obligations imposed on it by a regulation made by the Lieutenant-Governor in Council by virtue of section 177 or 178,".

1973, c.
43, s. 85,
mod.

8. L'article 85 dudit Code est modifié:

a) par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « déontologie. » par ce qui suit: « déontologie imposant au professionnel des devoirs d'ordre général et particulier envers le public, ses clients et sa profession, notamment celui de s'acquitter de ses obligations professionnelles avec intégrité. »;

b) par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 2°, après le mot « définissant », de ce qui suit: « , s'il y en a, ».

8. Section 85 of the said Code is amended: 1973, c.
43, s. 85,
am.

(a) by replacing the word "ethics." in the second line of the first paragraph by the following: "ethics governing the general and special duties of the professional towards the public, his clients and his profession, particularly the duty to discharge his professional obligations with integrity.";

(b) by inserting after the word "defining" in the first line of paragraph 2, the following: ", if applicable,".

Id., s. 92,
mod.

9. L'article 92 dudit Code, modifié par l'article 20 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe g, après le mot « délivrance », des mots « d'un permis ou »;

b) par l'insertion, dans la quatrième ligne du paragraphe j, après le mot « modalités », de ce qui suit: « de l'imposition de ce stage et ».

9. Section 92 of the said Code, amended by section 20 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended: Id., s. 92,
am.

(a) by inserting after the word "of" in the second line of paragraph g, the words "a permit or";

(b) by inserting after the word "conditions" in the fourth line of paragraph j the following: "concerning the imposition of such refresher training and".

Id., s. 95,
mod.

10. L'article 95 dudit Code, modifié par l'article 22 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant:

10. Section 95 of the said Code, amended by section 22 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the second paragraph by the following: Id., s. 95,
am.

« Le vote prévu au premier alinéa est tenu chaque année au moment déterminé par résolution du Bureau. »

"The vote provided for in the first paragraph shall be held each year at the time determined by resolution of the Bureau." Vote.

1973, c.
43, s. 107,
mod.

11. L'article 107 dudit Code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

11. Section 107 of the said Code is amended by adding, at the end, the following paragraph: 1973, c.
43, s. 107,
am.

Quorum.

« Le quorum du comité est de trois membres, ou d'un nombre supérieur fixé par règlement du Bureau, dont le président. Si le nombre de membres du comité le permet, celui-ci peut siéger, avec le même quorum, en divisions comprenant le président ou un autre membre du comité désigné par le Bureau comme président de division. »

"Three members, or such greater number as the Bureau may fix by regulation, including the chairman, shall be a quorum of the committee. If there is a sufficient number of members on the committee, it may sit in divisions, with the same quorum, including the chairman or another member of the committee designated by the Bureau to act as chairman of a division." Quorum.

1973, c.
43, s.
120a, aj.

12. Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 120, du suivant:

12. The said Code is amended by inserting, after section 120, the following: 1973, c.
43, s. 120a,
added.

Avis au
requérant.

« **120a.** Le syndic ou un syndic adjoint informe par écrit, dans un délai

"**120a.** The syndic or an assistant syndic shall, within a reasonable time, Requester notified.

raisonnable, toute personne qui a demandé qu'une enquête soit tenue relativement à la conduite d'un professionnel de sa décision de porter ou non une plainte devant le comité de discipline à la suite de cette demande; s'il décide de ne pas porter une telle plainte, il doit en même temps expliquer par écrit à cette personne les motifs de sa décision. »

inform, in writing, every person who has requested the holding of an inquiry in connection with the conduct of a professional, of his decision to lodge or not to lodge a complaint before the committee on discipline pursuant to such request; if he decides not to lodge a complaint, he must at the same time provide such person with a written explanation of the reasons for his decision."

1973, c.
43, a.
127a, aj.

13. Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 127, du suivant:

13. The said Code is amended by inserting, after section 127, the following: 1973, c.
43, s. 127a, added.

Exercice
de
pouvoirs.

« **127a.** Lorsqu'une disposition des sous-sections 2, 3 et 4 de la présente section prévoit qu'une signification peut être faite conformément au Code de procédure civile, les pouvoirs prévus à l'article 138 dudit Code sont exercés par le président du comité de discipline ou une personne qu'il désigne dans la liste prévue à l'article 133 du présent Code. »

"**127a.** Where a provision of subdivisions 2, 3 and 4 of this division prescribes that service may be made in accordance with the Code of Civil Procedure, the powers provided in article 138 of the said Code shall be exercised by the chairman of the committee on discipline or a person designated by him from the list provided for in section 133 of this Code."

Exercice
of powers.

1973, c.
43, a.
128a, aj.

14. Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 128, du suivant:

14. The said Code is amended by inserting, after section 128, the following: 1973, c.
43, s. 128a, added.

Délai
d'audi-
tion.

« **128a.** L'audition d'une requête en radiation provisoire doit débiter dans les dix jours de la signification de la plainte, après avis signifié à l'intimé, conformément au Code de procédure civile par le secrétaire du comité de discipline au moins trois jours juridiques francs avant cette audition.

"**128a.** The hearing on a request for provisional striking off the roll must begin within ten days of service of the complaint, after notice is served on the respondent in accordance with the Code of Civil Procedure by the secretary of the committee on discipline at least three clear juridical days before such hearing.

Delay for
hearing.

Ordon-
nance de
radiation
provisoire.

À la suite de cette audition, le comité peut rendre une ordonnance de radiation provisoire contre l'intimé s'il juge que la protection du public l'exige.

Following such hearing, the committee may make an order imposing provisional striking off the roll against the respondent if it considers that the protection of the public requires it.

Provi-
sional
striking
off.

Ordon-
nance exé-
cutoire.

L'ordonnance de radiation provisoire devient exécutoire dès qu'elle est signifiée à l'intimé par le secrétaire du comité de discipline conformément au Code de procédure civile; elle demeure en vigueur jusqu'à la signification de la décision finale du comité, à moins que celui-ci n'en décide autrement. »

The order imposing provisional striking off the roll becomes executory on being served on the respondent by the secretary of the committee on discipline in accordance with the Code of Civil Procedure; it remains effective until the service of the final decision of the committee, unless the committee decides otherwise."

Executory
on
service.

1973, c.
43, a. 129,
mod.

15. L'article 129 dudit Code est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

15. Section 129 of the said Code is amended by inserting, after the first paragraph, the following: 1973, c.
43, s. 129, am.

Déclara-
tion.

« La comparution est accompagnée d'une déclaration par laquelle le professionnel

"The appearance shall be accompanied with a declaration by which the profes-

Declara-
tion.

reconnait ou non la faute qu'on lui reproche; le professionnel dont la comparution n'est pas accompagnée d'une telle déclaration est présumé ne pas avoir reconnu sa faute. »

1973, c.
43, a. 134,
mod.

16. L'article 134 dudit Code est modifié par l'addition, à la fin, de la phrase suivante: « Cet avis est signifié conformément au Code de procédure civile. »

Id., a.
138, ab.

17. L'article 138 dudit Code est abrogé.

Id., a.
146, mod.

18. L'article 146 dudit Code est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Déclaration de culpabilité.

« Si l'une des parties est absente lorsque le comité déclare l'intimé coupable, le secrétaire lui signifie un avis de cette déclaration par courrier recommandé dans les dix jours. »

1973, c.
43, a.
151, ab.

19. L'article 151 dudit Code est abrogé.

Id., a. 154,
remp.

20. L'article 154 dudit Code est remplacé par le suivant:

Signification de décision.

« **154.** Dans les dix jours de la décision du comité de discipline rejetant la plainte ou imposant la sanction, selon le cas, le secrétaire fait signifier cette décision aux parties conformément au Code de procédure civile.

Présomption.

Toutefois, lorsque cette décision est rendue en présence d'une partie, elle est réputée être signifiée à cette partie conformément au premier alinéa dès le moment où elle est ainsi rendue. Le secrétaire indique dans le registre mentionné à l'article 149 si les parties sont présentes lorsque le comité rend cette décision. »

1973, c.
43, a.
154a, aj.

21. Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 154, du suivant:

Décision exécutoire.

« **154a.** La décision du comité de discipline imposant une ou plusieurs des sanctions prévues à l'article 153 est exécutoire dès sa signification à l'intimé. »

sional acknowledges or denies the fault he is alleged to have committed; a professional whose appearance is not accompanied with such a declaration is deemed not to have acknowledged any fault."

16. Section 134 of the said Code is amended by adding, at the end, the following sentence: "Such notice shall be served in accordance with the Code of Civil Procedure."

17. Section 138 of the said Code is repealed.

18. Section 146 of the said Code is amended by inserting, after the first paragraph, the following:

"If one of the parties is absent when the committee finds the respondent guilty, the secretary shall serve a notice of such conviction upon such party by registered mail within ten days."

19. Section 151 of the said Code is repealed.

20. Section 154 of the said Code is replaced by the following:

"**154.** Within ten days of the decision of the committee on discipline dismissing the complaint or imposing the penalty, as the case may be, the secretary shall cause such decision to be served on the parties in accordance with the Code of Civil Procedure.

However, where such decision is rendered in the presence of one of the parties, it is deemed to be served on such party in accordance with the first paragraph on being so rendered. The secretary shall indicate in the register referred to in section 149 whether the parties are present when the committee renders such decision."

21. The said Code is amended by inserting, after section 154, the following:

"**154a.** The decision of the committee on discipline imposing one or more penalties provided in section 153 shall be executory upon its service on the respondent."

1973, c.
43, s. 159,
mod.

22. L'article 159 dudit Code, remplacé par l'article 26 du chapitre 65 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant :

Requêtes
prélimi-
naires.

« Toutefois, toute requête préliminaire ou incidente à l'audition de l'appel, sauf celles présentées en vertu du premier alinéa de l'article 160 et des articles 162 à 165, 167, 167a et 168 et celles exceptées par les règles de pratique, est entendue et jugée par un juge du tribunal qui peut cependant la déferer au tribunal. »

1973, c.
43, s. 160,
mod.

23. L'article 160 dudit Code, modifié par l'article 27 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié :

a) par le remplacement de la seconde phrase du premier alinéa par la suivante : « Cette requête doit être produite au greffe de la Cour provinciale au chef-lieu du district judiciaire où l'intimé en première instance exerce principalement sa profession, dans les vingt jours de la signification de la décision du comité de discipline rejetant la plainte ou imposant la sanction, selon le cas, ou dans les dix jours de la signification de la décision de ce comité, si cette décision porte sur une demande de radiation provisoire. » ;

b) par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Transmis-
sion du
dossier.

« Dans les dix jours de la réception de l'avis d'appel, le secrétaire du comité transmet au greffier de la Cour provinciale l'original et trois exemplaires du dossier relatif à la décision dont il y a appel. » ;

c) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Pouvoirs
du juge.

« Un juge du tribunal peut :

a) sur requête du secrétaire du comité, prolonger le délai prévu au deuxième alinéa ;

b) sur requête d'une partie, permettre que certains éléments du dossier ne soient pas reproduits dans les trois exemplaires qui doivent être transmis conformément au deuxième alinéa. »

1973, c.
43, s. 161,
mod.

24. L'article 161 dudit Code est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

22. Section 159 of the said Code, replaced by section 26 of chapter 65 of the statutes of 1974, is amended by replacing the second paragraph by the following :

1973, c.
43, s. 159,
am.

“However, motions preliminary or incidental to the hearing of the appeal, except those presented under the first paragraph of section 160 and sections 162 to 165, 167, 167a and 168 and those excepted by the rules of practice, shall be heard and judged by a judge of the tribunal who may, however, refer them to the tribunal.”

Prelimi-
nary or
incidental
motions.

23. Section 160 of the said Code, amended by section 27 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended :

1973, c.
43, s. 160,
am.

(a) by replacing the second sentence of the first paragraph by the following : “This petition must be filed at the office of the Provincial Court at the chief place of the judicial district where the respondent in first instance principally practises his profession, within twenty days of the service of the decision of the committee on discipline dismissing the complaint or imposing the penalty, as the case may be, or within ten days of the service of the decision of such committee if such decision has to do with a request for provisional striking off the roll.” ;

(b) by replacing the second paragraph by the following :

“Within ten days of receipt of the notice of appeal, the secretary of the committee shall send the original and three copies of the record relating to the decision appealed from to the clerk of the Provincial Court.” ;

Transmis-
sion of
record.

(c) by adding, at the end, the following paragraph :

“A judge of the tribunal may :

Powers of
judge.

(a) upon a motion of the secretary of the committee, extend the delay provided in the second paragraph ;

(b) upon a motion of one of the parties, allow that certain contents of the record be not reproduced in the three copies which must be sent in accordance with the second paragraph.”

24. Section 161 of the said Code is amended by inserting, after the first paragraph, the following :

1973, c.
43, s. 161,
am.

Ordonnances de procédure.

« Le tribunal ou un de ses membres peut, en s'inspirant *mutatis mutandis* du Code de procédure civile, rendre les ordonnances de procédure nécessaires à l'exercice de ses fonctions. »

«The tribunal or a member thereof may, on the basis, *mutatis mutandis*, of the Code of Civil Procedure, prescribe such orders of procedure as the exercise of its functions may require.» Procedure.

1973, c. 43, a. 167, remp.

25. L'article 167 dudit Code est remplacé par le suivant :

25. Section 167 of the said Code is replaced by the following: 1973, c. 43, s. 167, replaced.

Date d'audition.

« **167.** Sur requête d'une partie, signifiée aux autres, le président du tribunal ou un juge qu'il désigne peut fixer la date d'audition de l'appel. »

«**167.** Upon a motion of one of the parties served on the other parties, the chairman of the tribunal or a judge designated by him may fix the date for hearing the appeal.» Date of hearing.

1973, c. 43, a. 167a, aj.

26. Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 167, du suivant :

26. The said Code is amended by inserting, after section 167, the following: 1973, c. 43, s. 167a, added.

Endroit où le tribunal siège.

« **167a.** Le tribunal siège dans le chef-lieu du district judiciaire où l'intimé en première instance exerce principalement sa profession.

«**167a.** The tribunal shall sit at the chief place of the judicial district where the respondent in first instance principally practises his profession. Place of sitting.

Option.

Toutefois, le président du tribunal ou un juge qu'il désigne peut décider, du consentement des parties, que l'appel sera entendu dans le chef-lieu des districts judiciaires de Québec ou de Montréal. »

However, the chairman of the tribunal or a judge designated by him may decide, with the consent of the parties, that the appeal is to be heard at the chief place of the judicial district of Québec or Montreal.» Option.

1973, c. 43, a. 170, mod.

27. L'article 170 dudit Code est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

27. Section 170 of the said Code is amended by inserting, after the first paragraph, the following: 1973, c. 43, s. 170, am.

Déboursés.

« Le tribunal possède le pouvoir de condamner l'une ou l'autre des parties aux déboursés ou de les répartir entre elles. »

«The tribunal has power to order any Costs of the parties to pay the costs or to apportion such costs among them.» Costs.

1973, c. 43, a. 172, remp.

28. L'article 172 dudit Code est remplacé par le suivant :

28. Section 172 of the said Code is replaced by the following: 1973, c. 43, s. 172, replaced.

Signification de décision.

« **172.** Dans les dix jours de la décision finale du tribunal, le greffier de la Cour provinciale du district où a siégé le tribunal fait signifier cette décision aux parties et au secrétaire du comité de discipline conformément au Code de procédure civile.

«**172.** Within ten days of the final decision of the tribunal, the clerk of the Provincial Court of the district where the tribunal held its sittings shall cause such decision to be served on the parties and on the secretary of the committee on discipline in accordance with the Code of Civil Procedure. Service.

Présomption.

Toutefois, lorsque cette décision est rendue en présence d'une partie, elle est réputée être signifiée à cette partie conformément au premier alinéa dès le moment où elle est ainsi rendue.

However, when such decision is rendered in the presence of one of the parties, it is deemed to be served on such party in accordance with the first paragraph on being so rendered. Presumption.

Décision exécutoire.

La décision finale du tribunal est exécutoire dès sa signification à l'intimé en première instance. »

The final decision of the tribunal is executory from its service on the respondent in first instance. » Executory on service.

1973, c.
43, a. 174,
mod.

29. L'article 174 dudit Code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Avis dans
publica-
tion offi-
cielle.

« À cette fin, le secrétaire peut notamment faire paraître un tel avis dans une publication officielle de la corporation envoyée à chacun des membres; cet avis doit être publié à l'intérieur d'une rubrique bien apparente et intitulée « avis de radiation ». »

1973, c.
43, a. 176,
mod.

30. L'article 176 dudit Code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « Québec », des mots « un avis de ».

Id., a.
178, mod.

31. L'article 178 dudit Code est modifié:

a) par l'insertion, dans la quatrième ligne du paragraphe b du premier alinéa, après ce qui suit: « paragraphe a, », du mot « notamment »;

b) par le remplacement dans la dernière ligne du deuxième alinéa, du mot « adoption. », par ce qui suit: « adoption, accompagné, dans le cas où ils ont été modifiés lors de cette adoption, du texte des modifications ainsi apportées ou du texte de ces règlements tels qu'ils ont été adoptés. »

Id., a.
262, mod.

32. L'article 262 dudit Code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Applica-
tion.

« La prolongation de délai prévue au premier alinéa peut s'appliquer à l'ensemble ou à une partie des règlements de l'une, de plusieurs ou de toutes les corporations qui y sont mentionnées, ainsi qu'à une ou plusieurs dispositions de l'un d'entre eux. »

S.R., c.
262, a. 5,
mod.

33. L'article 5 de la Loi des ingénieurs (Statuts refondus, 1964, chapitre 262), modifié par l'article 3 du chapitre 60 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe j, du chiffre « 29. » par ce qui suit: « 29 et sa signature dans les cas visés à l'article 29a. »

Id., a. 10,
mod.

34. L'article 10 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 60 des lois de 1973 et par l'article 45 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la première ligne de la version anglaise des premier et

29. Section 174 of the said Code is amended by adding, at the end, the following paragraph:

1973, c.
43, s. 174,
am.

"For that purpose, the secretary may, in particular, cause such a notice to appear in an official publication of the corporation sent to each of its members; such notice shall be published in a prominently displayed item, under the heading "Notice of striking off the roll"."

Official
publica-
tion.

30. Section 176 of the said Code is amended by inserting the words "a notice of" after the word "cause" in the first line.

1973, c.
43, s. 176,
am.

31. Section 178 of the said Code is amended:

Id., a.
178, am.

(a) by inserting the word "particularly" after the word and letter "subparagraph a," in the fifth line of subparagraph b of the first paragraph;

(b) by replacing the word "passed." in the last line of the second paragraph, by the following: "passed, accompanied, in the cases where they have been amended at the time of being passed, with the text of the amendments so made or with the text of such regulations as passed."

32. Section 262 of the said Code is amended by adding, at the end, the following paragraph:

Id., s.
262, am.

"The extension of the delay provided in the first paragraph may apply to all or part of the by-laws of one, several or all of the corporations mentioned therein as well as to one or several of the provisions of any of them."

Applica-
tion of
extension.

33. Section 5 of the Engineers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 262), amended by section 3 of chapter 60 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the figure "29." in the last line of paragraph j by the following: "29 and his signature in the cases contemplated by section 29a."

R.S., c.
262, s. 5,
am.

34. Section 10 of the said act, amended by section 9 of chapter 60 of the statutes of 1973 and by section 45 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the word "by-laws" in the first line of the first and second paragraphs

Id., s. 10,
am.

deuxième alinéas, du mot « by-laws » par le mot « regulations ».

of the English text by the word "regulations".

S.R., c.
262, a. 15,
mod.

35. L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 57 des lois de 1970 et remplacé par l'article 15 du chapitre 60 des lois de 1973, est modifié:

35. Section 15 of the said act, amended by section 15 of chapter 57 of the statutes of 1970 and replaced by section 15 of chapter 60 of the statutes of 1973, is amended:

R.S., c.
262, s. 15,
am.

a) par le remplacement, dans la troisième ligne de la version anglaise du paragraphe 1, du mot « by-laws » par le mot « regulations »;

(a) by replacing the word "by-laws" in the third line of subsection 1 of the English text by the word "regulations";

b) par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 2, après le mot « aussi », de ce qui suit: «, subordonnement à ses règlements, »;

(b) by inserting the words ", subject to its regulations," after the word "also" in the first line of subsection 2;

c) par le remplacement, dans la dernière ligne de la version anglaise du sous-paragraphe c du paragraphe 2, du mot « by-law » par le mot « regulation ».

(c) by replacing the word "by-law" in the second line of paragraph c of subsection 2 of the English text by the word "regulation".

Id., a. 18,
mod.

36. L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 17 du chapitre 60 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement de la version anglaise par la suivante:

36. Section 18 of the said act, amended by section 17 of chapter 60 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the English text by the following:

Id., s. 18,
am.

Tempo-
rary
license.

« **18.** The Bureau, on payment of a fee not exceeding the amount of the annual assessment of the members, may grant a temporary license for a specific project to any person domiciled in Canada who is a member of a Canadian association of engineers authorized to govern the practice of the engineering profession, upon presentation by such person of his credentials. »

« **18.** The Bureau, on payment of a fee not exceeding the amount of the annual assessment of the members, may grant a temporary license for a specific project to any person domiciled in Canada who is a member of a Canadian association of engineers authorized to govern the practice of the engineering profession, upon presentation by such person of his credentials. »

Tempo-
rary
license.

S.R., c.
262, a. 21,
mod.

37. L'article 21 de ladite loi, modifié par l'article 20 du chapitre 60 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes de la version anglaise, du mot « by-laws » par le mot « regulations ».

37. Section 21 of the said act, amended by section 20 of chapter 60 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the word "by-laws" in the fifth and sixth lines of the English text by the word "regulations".

R.S., c.
262, s. 21,
am.

Id., a. 29a,
aj.

38. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 29, du suivant:

38. The said act is amended by inserting, after section 29, the following:

Id., s. 29a,
added.

Signature.

« **29a.** L'ingénieur ou le détenteur d'un permis temporaire doit signer les consultations et avis écrits, les mesurages, tracés, rapports, calculs, études, dessins et cahiers de charge, qui se rapportent aux travaux visés à l'article 2 et qui ont été préparés par lui-même ou qui l'ont été sous sa direction immédiate. »

« **29a.** The engineer or the holder of a temporary license must sign written consultations and opinions, measurements, layouts, reports, computations, designs, drawings and specifications relating to the work referred to in section 2 which have been prepared by him or under his immediate supervision. »

Signature.

S.R., c. 262, a. 32, mod.
39. L'article 32 de ladite loi, modifié par l'article 26 du chapitre 60 des lois de 1973 et par l'article 48 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la troisième ligne de la version anglaise, des mots « general manager » par les mots « executive director ».

R.S., c. 262, s. 32, am.
39. Section 32 of the said act, amended by section 26 of chapter 60 of the statutes of 1973 and by section 48 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the words "general manager" in the third line of the English text by the words "executive director".

1966/67, c. 77, ann. I, mod.
40. L'annexe I de la Loi du Barreau (1966/1967, chapitre 77), édictée par l'article 57 du chapitre 81 des lois de 1975, est modifiée:

1966/67, c. 77, Sched. I, am.
40. Schedule I to the Bar Act (1966/1967, chapter 77), enacted by section 57 of chapter 81 of the statutes of 1975, is amended:

a) par la suppression, dans l'énumération des districts judiciaires inclus dans la section de Trois-Rivières, du mot « Nicolet »;

(a) by striking the word "Nicolet" from the list of judicial districts included in the section of Trois-Rivières;

b) par le remplacement, dans l'énumération des districts judiciaires inclus dans la section de la Côte-Nord, du mot « Haute-Rive » par le mot « Hauterive ».

(b) by replacing the word "Haute-Rive" in the list of judicial districts included in the section of Côte-Nord by the word "Hauterive".

1973, c. 50, a. 19a, aj.
41. La Loi sur la denturologie (1973, chapitre 50) est modifiée par l'insertion, après l'article 19, du suivant:

1973, c. 50, s. 19a, added.
41. The Denturologists Act (1973, chapter 50) is amended by inserting, after section 19, the following:

Effet. « **19a.** Nonobstant toute disposition incompatible, le paragraphe a de l'article 9 prendra effet le premier septembre 1976. »

Effective date.
 "19a. Notwithstanding any inconsistent provision, paragraph a of section 9 shall have effect from 1 September 1976."

1973, c. 54, a. 21a, aj.
42. La Loi des audioprothésistes (1973, chapitre 54) est modifiée par l'insertion, après l'article 21, du suivant:

1973, c. 54, s. 21a, added.
42. The Hearing-aid Acousticians Act (1973, chapter 54) is amended by inserting, after section 21, the following section:

Effet. « **21a.** Nonobstant toute disposition incompatible, le paragraphe a de l'article 9 prendra effet lors de l'entrée en vigueur du règlement qui déterminera le diplôme donnant ouverture au permis conformément au paragraphe a de l'article 178 du Code des professions. »

Effective date.
 "21a. Notwithstanding any inconsistent provision, paragraph a of section 9 shall have effect from the coming into force of the regulation that is to determine what diploma gives access to a permit in accordance with subparagraph a of section 178 of the Professional Code."

1973, c. 55, a. 22a, aj.
43. La Loi sur la podiatrie (1973, chapitre 55) est modifiée par l'insertion, après l'article 22, du suivant:

1973, c. 55, s. 22a, added.
43. The Podiatry Act (1973, chapter 55) is amended by inserting, after section 22, the following section:

Effet. « **22a.** Nonobstant toute disposition incompatible, le paragraphe a de l'article 9 prendra effet lors de l'entrée en vigueur du règlement qui déterminera le diplôme donnant ouverture au permis conformément au paragraphe a de l'article 178 du Code des professions. »

Effective date.
 "22a. Notwithstanding any inconsistent provision, paragraph a of section 9 shall have effect from the coming into force of the regulation that is to determine what diploma gives access to a permit in accordance with subparagraph a of section 178 of the Professional Code."

1973, c.
56, a. 18a,
aj.

44. La Loi sur la chiropratique (1973, chapitre 56) est modifiée par l'insertion, après l'article 18, du suivant:

Effet. « **18a.** Nonobstant toute disposition incompatible, le paragraphe *a* de l'article 8 prendra effet lors de l'entrée en vigueur du règlement qui déterminera le diplôme donnant ouverture au permis conformément au paragraphe *a* de l'article 178 du Code des professions. »

1973, c.
60, a. 32,
mod.

45. L'article 32 de la Loi modifiant la Loi des ingénieurs (1973, chapitre 60) est modifié par le remplacement, dans la première ligne de la version anglaise, du mot « by-laws » par le mot « regulations ».

1973, c.
61, a. 13,
mod.

46. L'article 13 de la Loi des arpenteurs-géomètres (1973, chapitre 61), modifié par l'article 101 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe *g*, des suivants:

« *h*) déterminer la procédure que le syndic doit suivre pour revendiquer la possession d'un greffe et le remettre au protonotaire dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 59 et fixer les frais que doit alors assumer la personne obligée au dépôt;

« *i*) déterminer les circonstances dans lesquelles le Bureau peut nommer une personne gardien provisoire d'un greffe, les pouvoirs et obligations de ce gardien provisoire, la durée de cette garde provisoire, ainsi que les modalités de la mise sous scellés d'un greffe jusqu'à la nomination d'un gardien provisoire et fixer les frais de garde provisoire et de mise sous scellés que doit assumer l'arpenteur-géomètre dont le greffe est placé sous garde provisoire;

« *j*) déterminer les autres conditions et modalités de délivrance d'un permis aux personnes visées au deuxième alinéa de l'article 37, notamment les matières des examens que doivent subir ces personnes. »

Id., a. 20,
mod.

47. L'article 20 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « Bureau, » par les mots « Bureau et des règlements de ce dernier, ».

44. The Chiropractic Act (1973, chapter 56) is amended by inserting, after section 18, the following section:

Effective date. « **18a.** Notwithstanding any inconsistent provision, paragraph *a* of section 8 shall have effect from the coming into force of the regulation that is to determine what diploma gives access to a permit in accordance with subparagraph *a* of section 178 of the Professional Code. »

45. Section 32 of the Act to amend the Engineers Act (1973, chapter 60) is amended by replacing the word "by-laws" in the first line of the English text by the word "regulations".

46. Section 13 of the Land Surveyors Act (1973, chapter 61), amended by section 101 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by adding, after paragraph *g*, the following paragraphs:

“(*h*) determine the procedure which the syndic must follow to claim possession of records and remit such records to the prothonotary in the case referred to in subsection 2 of section 59 and fix the costs that must be assumed by the person obliged to make such deposit;

“(*i*) determine the circumstances in which the Bureau may appoint a person as provisional custodian of records, the powers and obligations of such provisional custodian, the term of such provisional custody and the terms and conditions concerning the affixing of seals on such records until the appointment of a provisional custodian and determine the costs of provisional custody and of the affixing of seals which must be assumed by the land surveyor whose records are placed in provisional custody;

“(*j*) determine the other terms and conditions for the issuing of a permit to the person mentioned in the second paragraph of section 37, particularly the subject matters on which such person must pass examinations.”

47. Section 20 of the said act is amended by replacing the word "Bureau," in the second line by the words "Bureau and to its regulations,".

1973, c.
61, a. 37,
mod.

48. L'article 37 de ladite loi est modifié par l'addition, après le paragraphe *h*, de l'alinéa suivant:

Conditions d'obtention d'un permis.

« Nonobstant les paragraphes *b*, *c* et *e*, une personne qui, avant le premier février 1974, était détentrice d'un certificat d'admission à l'étude de l'arpentage lui conférant le droit de se mettre sous brevet avec un patron arpenteur-géomètre, a droit d'obtenir un permis si elle remplit les conditions visées aux paragraphes *a*, *d*, *f*, *g* et *h* et celles déterminées par le Bureau en vertu du paragraphe *j* de l'article 13. »

1973, c.
61, a. 41,
mod.

49. L'article 41 de ladite loi est modifié par l'addition, après le paragraphe *d*, de l'alinéa suivant:

Serments.

« Le président ou, en son absence, le vice-président reçoit les serments prévus aux paragraphes *a* et *d*. »

1973, c.
61, a. 51,
mod.

50. L'article 51 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes du paragraphe 4, du mot « particularités. » par ce qui suit: « particularités; il peut aussi fixer les limites et décrire ses opérations par rapport à un système local de coordonnées rectangulaires détaillées au procès-verbal. »

Id., a. 56,
mod.

51. L'article 56 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement, dans la sixième ligne du paragraphe 1, du mot « Il » par les mots « Le cessionnaire, gardien ou gardien provisoire d'un greffe »;

b) par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe 1, des mots « ou gardien. », par ce qui suit: « , gardien ou gardien provisoire. »;

c) par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 5, des mots « et les pièces qui s'y rattachent, » par les mots « d'arpentage et les pièces qui s'y rattachent et qui sont nécessaires à la reconstitution de cette opération, ».

Id., a. 58,
mod.

52. L'article 58 de ladite loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 4, du suivant:

Conservation.

« 5. Lorsqu'un protonotaire devient dépositaire d'un greffe en vertu du présent article, il est tenu à l'obligation de conservation déterminée à l'article 56. »

48. Section 37 of the said act is amended by adding, after paragraph *h*, the following paragraph:

Qualifications for permit.

“Notwithstanding paragraphs *b*, *c* and *e*, any person who, before 1 February 1974, was the holder of a certificate for admission to the study of land surveying authorizing him to become articulated to a master land surveyor is entitled to obtain a permit if he meets the conditions mentioned in paragraphs *a*, *d*, *f*, *g* and *h* and those determined by the Bureau under paragraph *j* of section 13.”

49. Section 41 of the said act is amended by adding, after paragraph *d*, the following paragraph:

Oaths.

“The president or, if he is absent, the vice-president shall administer the oaths provided for in paragraphs *a* and *d*. ”

50. Section 51 of the said act is amended by replacing the word “details.” in the last line of subsection 4 by the following: “details; he may also fix the boundaries and describe his operations with respect to a local system of rectangular coordinates detailed in the minutes.”

51. Section 56 of the said act is amended:

a) by replacing the word “He” in the sixth line of subsection 1 by the words “The assignee, custodian or provisional custodian of records”;

b) by replacing the words “or custodian.” in the last line of subsection 1 by the words “, custodian or provisional custodian.”;

c) by replacing the words “field notes and the documents connected therewith,” in the first and second lines of subsection 5 by the words: “records of a survey operation and the documents connected therewith which are necessary for the reconstruction of such operation.”.

52. Section 58 of the said act is amended by adding, after subsection 4, the following subsection:

Duty to preserve.

“(5) When a protonotary becomes the depository of records under this section, he is bound by the obligation to preserve as provided in section 56.”

1973, c.
61, s. 60,
mod.

53. L'article 60 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, du mot « greffe », par ce qui suit: « greffe des mains du cessionnaire, du gardien provisoire, du syndic ou du proto-notaire, sur attestation signée par le secrétaire à l'effet que l'arpenteur-géomètre:

a) a le droit de reprendre l'exercice de sa profession;

b) a payé les redevances fixées par règlement du Bureau;

c) a acquitté tous les frais occasionnés par la reprise de son greffe, ainsi que par la cession, la garde provisoire, la revendication ou le dépôt de ce greffe. »

Id., s. 62,
mod.

54. L'article 62 de ladite loi est modifié par le remplacement des six dernières lignes du premier alinéa par ce qui suit: « à la personne ayant requis le travail effectué, ainsi qu'aux ayants droit de cette personne. Lorsqu'une autre personne intéressée demande communication ou expédition d'un document, l'arpenteur-géomètre doit la donner s'il s'agit d'un document enregistré ou si une mention de ce document est faite dans un document enregistré. Dans les autres cas, l'arpenteur-géomètre ne peut donner communication ou expédition que sur ordre du tribunal ou sur autorisation de la personne ayant requis le travail effectué ou des ayants droit de cette personne. »

Disposi-
tions ap-
plicables.

55. Le troisième alinéa de l'article 51 du Code, tel que modifié par le paragraphe a de l'article 4 de la présente loi ne s'applique qu'à une décision du Bureau rendue après le 31 janvier 1976.

Idem.

56. Le dernier alinéa de l'article 107 du Code, tel qu'édicte par l'article 11 de la présente loi ne s'applique qu'à une procédure de vérification ou d'enquête débutant après le 31 janvier 1976.

Idem.

57. Les articles 13 à 26, ainsi que l'article 28 de la présente loi s'appliquent à toute plainte portée à compter du 1^{er} février 1976; ils s'appliquent également aux affaires pendantes à cette date, sauf qu'ils n'ont pas pour effet d'invalider ce qui a été valablement fait, ni d'abréger un délai

53. Section 60 of the said act is amended by replacing the word "records," in the last line by the following: "records from the hands of the assignee, the provisional custodian, the syndic or the prothonotary upon an attestation signed by the secretary to the effect that the land surveyor:

(a) is entitled to resume the practice of his profession;

(b) has paid the dues fixed by the regulations of the Bureau;

(c) has paid any and all expenses incurred for the repossession of his records as well as for the assignment, provisional custody, claim or deposit of such records."

1973, c.
61, s. 60,
am.

54. Section 62 of the said act is amended by replacing the last five lines of the first paragraph by the following: "which he is assignee or custodian to the person who requested the work to be done and to the assigns of such person. Where another interested person requests that a document be communicated or sent, the land surveyor must comply if such document is registered or is mentioned in a registered document. In other cases, the land surveyor shall not communicate or send a document except on an order of the court or with the authorization of the person who requested the work to be done or the assigns of such person."

Id., s. 62,
am.

55. The third paragraph of section 51 of the Code as amended by paragraph a of section 4 of this act applies only to decisions of the Bureau rendered after 31 January 1976.

Applica-
tion
limited.

56. The last paragraph of section 107 of the Code as enacted by section 11 of this act applies only to inspections and inquiries begun after 31 January 1976.

Idem.

57. Sections 13 to 26 and section 28 of this act apply to every complaint lodged from 1 February 1976; they also apply to the matters pending on such date, except that they shall not invalidate anything validly done or shorten a delay which has begun to run, or restrict or

Idem.

qui aurait commencé à courir, ni de restreindre ou de supprimer un droit ou un recours d'une partie.

abolish any right or recourse of any of the parties.

Articles
déclaratoires.

58. Les articles 27 et 41 à 44 de la présente loi sont déclaratoires.

58. Sections 27 and 41 to 44 of this act are declaratory.

Declaratory
sections.

Entrée en
vigueur.

59. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception du paragraphe *a* de l'article 4 et des articles 11 à 26, 28, 33, 38, 55, 56 et 57 qui entreront en vigueur le 1^{er} février 1976.

59. This act shall come into force on the day of its sanction except paragraph *a* of section 4 and sections 11 to 26, 28, 33, 38, 55, 56 and 57, which shall come into force on 1 February 1976.

Coming
into force.